



ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

ECW/CM/XC/4
Original: Anglais

QUATRE-VINGTS-DIXIEME SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES DE LA CEDEAO

Bissau, 6 – 7 juillet 2023

**RAPPORT FINAL DE LA 33^{EME} REUNION DU COMITE DE
L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES**

Commission de la CEDEAO
Bissau. Juillet 2023



ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

ECW/AFC/XXXIII/12
Original : Anglais
Date : 4 juillet 2023

TRENTE-TROISIÈME RÉUNION DU COMITÉ DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES

Bissau, 2 – 4 juillet 2023

RAPPORT FINAL

Commission de la CEDEAO
Juillet 2023

I. INTRODUCTION

1. La trente-troisième (33^{ème}) réunion ordinaire du Comité de l'Administration et des Finances (CAF) de la CEDEAO s'est tenue du 02 au 04 juillet 2023 à Bissau, en République de Guinée-Bissau.

2. Les États membres suivants étaient représentés :

- la République du Bénin ;
- la République du Cabo Verde ;
- la République de Côte d'Ivoire ;
- la République de Gambie ;
- la République du Ghana ;
- la République de Guinée Bissau ;
- la République du Liberia ;
- la République du Niger ;
- la République Fédérale du Nigeria ;
- la République du Sénégal ;
- la République de Sierra Leone ; et
- la République Togolaise.

3. Le Burkina Faso et les Républiques de Guinée et du Mali n'y étaient pas représentés en raison de leur suspension de tous les organes de la CEDEAO par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

4. Les institutions et agences spécialisées suivantes de la CEDEAO étaient également représentées :

- la Commission de la CEDEAO ;
- le Parlement de la CEDEAO ;
- la Cour de Justice de la Communauté ;
- l'Organisation ouest-africaine de la Santé (OOAS) ;
- le Groupe intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) ;
- la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) ;
- le Bureau de l'Auditeur Général.

5. Une liste des participants est jointe en **Annexe I** au présent rapport.

II. SÉANCE D'OUVERTURE

6. La séance d'ouverture a été marquée par les discours de la Vice-Présidente, du Commissaire aux Services Internes de la Commission de la CEDEAO ainsi que celui de la Présidente du Comité de l'Administration et des Finances (CAF).

7. A l'entame de son propos, la Vice-Présidente de la Commission, S.E. Mme Damtien L. Tchintchibidja, au nom du Président de la Commission de la CEDEAO, S.E. Dr Omar Alieu Touray,

a souhaité une chaleureuse bienvenue à Bissau à l'ensemble des participants à la Trente-troisième session ordinaire du Comité d'Administration et des Finances (CAF), tout en saluant leur engagement pour le bon fonctionnement des institutions de la Communauté et l'accélération du processus d'intégration régionale.

8. La Vice-Présidente a également rendu un hommage mérité au Président de la République de Guinée Bissau, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, S. E. Monsieur Umaro Sissoco EMBALO pour son leadership dans la mise en œuvre de l'agenda de l'intégration ouest africaine. En outre, elle a tenu à féliciter le Peuple de Guinée Bissau pour sa maturité politique qui a permis, la tenue, le 4 juin 2023, des élections législatives dans un climat de paix et de sérénité.

9. Pour terminer, S.E. Mme Tchintchibidja a réitéré l'importance que revêt les délibérations du CAF dans l'analyse pertinente des dossiers soumis à leur attention par les Institutions que la CEDEAO qui travaillent à la rationalisation des dépenses et à l'élaboration de budgets programmes axés sur les résultats, en conformité avec les objectifs stratégiques (4x4) alignés sur la Vision 2050

10. Dans son allocution de bienvenue, le Commissaire aux Services Internes, Prof. Nazifi A. Darma a souhaité la cordiale bienvenue à l'ensemble des participants. Il a exprimé la gratitude des délégués à l'égard du gouvernement et du peuple de Guinée-Bissau pour l'accueil chaleureux qui leur a été réservé.

11. En outre, le Commissaire a souligné que le CAF constitue le socle principal de la procédure de prise de décision au sein de la CEDEAO et de ce fait, ses délibérations sont toujours basées sur une analyse technique approfondie. Il a encouragé les membres à continuer de veiller à ce que leurs travaux aboutissent à des résultats justes, objectifs et motivés par les intérêts de la Communauté.

12. Il a ensuite invité les membres du CAF à procéder à l'examen objectif et sans passion des points inscrits à l'ordre du jour, tout en leur souhaitant en même temps, de fructueuses délibérations.

13. Dans son intervention, Dr. Cristina da Silva Pedreira, Directrice Générale de l'Intégration Régionale au Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Intégration Régionale de la République de Guinée-Bissau et Présidente du CAF a félicité, au nom du Gouvernement bissau-guinéen et en son nom propre, la Commission de la CEDEAO pour l'organisation de cette réunion en Guinée-Bissau, patrie d'Amilcar Lopes Cabral. Elle a également salué, remercié et souhaité la bienvenue aux participants.

14. Rappelant les attributions du CAF, elle a exhorté la CEDEAO à assumer le rôle moteur attendu d'elle dans la lutte contre la pauvreté et la consolidation de la paix. A cet effet, a-t-elle poursuivi, il est demandé à chaque délégué une plus grande contribution dans l'examen des documents inscrits à l'ordre du jour et dans le suivi et la mise en œuvre des résultats des délibérations, en gardant toujours à l'esprit le sentiment d'appartenance à la Communauté.



15. En se référant au contexte mondial difficile, Dr. Silva Pedreira, a indiqué que les défis qu'il pose ne concernent pas seulement les institutions de la CEDEAO, mais aussi les États-membres, et qu'il est nécessaire de savoir comment tirer parti des politiques, programmes et projets communautaires, d'assurer une utilisation efficace des ressources et de renforcer la collaboration institutionnelle.

16. Exprimant sa conviction que chaque délégué apportera sa meilleure contribution pour le succès de la réunion et des étapes ultérieures, elle a déclaré ouverte la 33^{ème} réunion ordinaire du Comité de l'Administration et des Finances.

17. Les textes de ces discours figurent dans leur intégralité en **Annexe II** au présent rapport.

III. ELECTION DU BUREAU

18. Le Bureau suivant a été élu :

- Président - République de Guinée-Bissau
- Rapporteurs - République du Bénin
- République du Ghana.

IV. ADOPTION DU PROJET D'ORDRE DU JOUR ET DE PROGRAMME DE TRAVAIL

19. L'ordre du jour suivant a été adopté après amendements :

A. CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

- i. Allocution de la Vice-présidente de la Commission de la CEDEAO
- ii. Discours du Commissaire aux Services Internes
- iii. Discours d'ouverture de la Présidente du Comité de l'Administration et des Finances
- iv. Élection du Bureau
- v. Adoption de l'Ordre du jour et du Programme de travail

B. POINTS POUR DISCUSSION

- vi. Présentation et examen de l'état d'avancement de la mise en œuvre des tâches assignées aux Institutions de la Communauté par la 32^{ème} Réunion du Comité de l'Administration et des Finances ;
- vii. Présentation et examen du Rapport sur la situation financière de la Communauté au 15 juin 2023 et Rapport intermédiaire sur les programmes et l'exécution du budget
- viii. Présentation et examen du Rapport sur le niveau de mise en œuvre des dispositions du Protocole sur le Prélèvement communautaire par les Etats membres
- ix. Présentation et examen d'un Mémorandum sur l'état de mise en œuvre du Fonds de stabilisation et de développement régional de la CEDEAO



- x. Présentation et examen d'un Mémoire sur la demande de paiement d'un montant forfaitaire pour l'expédition des effets et des biens mobiliers du personnel

C. POINTS POUR INFORMATION

- xi. Présentation d'un Mémoire sur l'état d'avancement des travaux du Comité chargé des réclamations du personnel de la CEDEAO
- xii. Présentation d'un Mémoire sur l'état de la mise en œuvre de l'audit des compétences du personnel
- xiii. Présentation d'un Mémoire sur l'état d'avancement du processus de recrutement du personnel
- xiv. Présentation et examen d'un Mémoire sur la conversion des agents contractuels
- xv. Présentation du Rapport annuel 2022 de l'Auditeur Général

D. DIVERS

E. ADOPTION DU RAPPORT

- xvi. Adoption du Rapport de la réunion

F. CÉRÉMONIE DE CLÔTURE

- xvii. Motion de Remerciements
- xviii. Discours de clôture de la Présidente du CAF

V. RÉSULTATS DES DÉLIBÉRATIONS

A. POINTS POUR DÉCISION

Point 1 : Présentation et examen de l'état d'avancement de la mise en œuvre des tâches assignées aux Institutions de la Communauté par la 32^{ème} Réunion du Comité de l'Administration et des Finances

20. La Commission a présenté un rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des tâches assignées aux institutions de la Communauté par le Comité de l'Administration et des Finances, lors de ses 31^{ème} et 32^{ème} réunions qui se sont tenues respectivement à Accra, au Ghana et à Abuja, au Nigeria.

21. Suite à la présentation du document et aux clarifications apportées à la demande des délégués, le CAF a formulé les recommandations suivantes à l'endroit de la Commission et des autres Institutions de la CEDEAO :



- i. Inclure dans le rapport sur la mise en œuvre des tâches assignées par le CAF, une colonne pour indiquer les difficultés rencontrées ou les raisons pour lesquelles certaines tâches ont été partiellement exécutées ou n'ont pas été exécutées ;
- ii. Accélérer le processus d'approbation du Manuel de procédures des Ressources humaines en vue de sa validation et de son approbation ;
- iii. Mettre à jour les organigrammes des institutions conformément à la structure actuelle de la CEDEAO, et prendre en compte les nouvelles exigences et les nouveaux besoins.

22. Suite à ces observations, le CAF a approuvé le rapport sur les tâches qu'il avait assignées à la Commission, lors de ses 31^{ème} et 32^{ème} réunions

Point 2 : Présentation et examen du Rapport sur la situation financière de la Communauté au 15 juin 2023 et Rapport intermédiaire sur les programmes et l'exécution du budget

23. La Commission a présenté le rapport sur la situation financière de la Communauté au 15 juin 2023. Elle a rappelé que le Conseil des ministres, lors de sa 89^{ème} session ordinaire tenue à Abuja, les 9 et 10 décembre 2022, a examiné et approuvé le budget de la Communauté qui s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de 418 072 103 UC.

24. En termes de structure, les recettes du prélèvement communautaire restent la principale source de financement de la CEDEAO, représentant 75% du budget approuvé. S'agissant des dépenses, la plus grande part (88%) continue d'être allouée aux institutions de la Communauté.

25. La Commission a également informé le CAF qu'au 15 juin 2023, un montant total de 125 497 085 UC avait été mobilisé, soit un taux de 30% pour lequel les détails se présentent comme suit :

- i. 41 091 289 UC au titre du prélèvement communautaire, provenant de tous les États membres, soit un taux de mobilisation de 23 % ;
- ii. Utilisation de 100% des soldes de fin d'exercice ;
- iii. 123 136 UC enregistrés au titre des Autres Recettes, soit un taux de mobilisation de 24%.
- iv. 14 049 806 UC de fonds extérieurs en faveur de la Commission, de l'OOAS et du GIABA, représentant 13% des recettes attendues.

Tableau 1 : Exécution du budget approuvé

RECETTES			
Chapitres	Budget approuvé 2023	Recettes réelles (UC)	Recettes réelles (%)
Prélèvement communautaire	181 431 403	41 091 289	22,6%

Soldes bancaires de fin d'exercice	70 232 854	70 232 854	100,0%
Arriérés au titre du Prélèvement communautaire	61 332 944	0	0,0%
Autres recettes	523 186	123 136	23,5%
Recettes provenant de sources externes	104 551 716	14 049 806	13,4%
Total Recettes	418 072 103	125 497 085	30,0%
DÉPENSES			
Chapitres	Budget approuvé 2023	Dépenses réelles (UC)	Taux Dépenses Réelles (%)
Institutions	366 254 680	76 393 043	20.9%
Obligations statutaires	11 257 750	1 433 026	12.7%
Programmes spéciaux et Interventions	18 720 190	1 078 511	5.8%
Paix et Sécurité	21 839 483	3 650 003	16.7%
TOTAL	418 072 103	82 554 583	19.7%

26. S'agissant des dépenses, 19,7% de celles prévues ont été réalisées, soit 82 554 583 UC contre une dotation de 418 072 103 UC. Dans ce cadre, 76 393 043 UC ont été consommées par les Institutions, 1 433 026 UC par les Obligations statutaires, 1 078 511 UC par les Programmes et Interventions spéciales, et 3 650 003 UC par la Paix et la Sécurité.

27. À la suite de délibérations approfondies, le CAF a fait les observations et formulé les recommandations suivantes :

- a. Inclure des colonnes indiquant l'équivalent en USD et XOF pour assurer une meilleure compréhension des chiffres cités en UC ;
- b. Il s'avère nécessaire que les États membres veillent au respect du Protocole relatif au prélèvement communautaire en payant leurs contributions et leurs arriérés en temps utile.

Point 3 : Présentation et examen du rapport sur l'état de mise en œuvre des dispositions du Protocole relatif au prélèvement communautaire

28. La Commission de la CEDEAO a présenté le rapport faisant le point sur la mise en œuvre du prélèvement communautaire pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2022, puis de janvier à avril 2023. Il est indiqué dans le rapport qu'une mission technique a été effectuée dans six (6) Etats membres, pour évaluer les conditions d'application du Protocole relatif au Prélèvement communautaire, ainsi que les modalités de collecte et de reversement du produit du prélèvement ; il s'agissait également de s'assurer que les montants prélevés ont été régulièrement reversés sur le compte ouvert par la CEDEAO auprès des banques centrales, ainsi que de confirmer l'application du taux de 0,5% sur les importations de biens destinés à la

consommation intérieure. A cet égard, il a été noté que les dispositions du Protocole ont été convenablement mises en œuvre dans les Etats membres visités, en dehors de quelques cas d'octroi abusif d'exemptions.

29. Il convient de noter que le mécanisme du Prélèvement communautaire se heurte encore à des difficultés liées à la pleine application des conditions et modalités prévues en ce qui concerne sa gestion, en dépit des efforts de certains Etats membres et de la Commission de la CEDEAO.

30. Pour l'année 2023, des missions de haut niveau ont été programmées vers la République du Bénin, la République du Cabo Verde, la République du Liberia et la République fédérale du Nigeria. En raison de contraintes de temps, aucune de ces missions n'a été effectuée jusqu'ici.

31. En ce qui concerne le respect de l'article 12 de l'Acte additionnel relatif au prélèvement communautaire sur le reversement des produits du PC, le CAF a été informé que seuls huit (8) États membres déposent régulièrement le produit collecté, tandis que deux (2) États membres (Cabo Verde et la Guinée) ne le font pas. S'agissant de la soumission des relevés bancaires par les banques centrales, le CAF a été informé que tous les États membres sont à jour.


32. Une analyse de tendance, en ce qui concerne les liquidations et versements budgétisés, par rapport aux chiffres réels des cinq derniers exercices, fait apparaître ce qui suit : le montant réel des liquidations au titre du prélèvement communautaire de l'exercice 2022 s'élève à 288.325.653 UC, contre des projections initiales de 229.829.461 UC, soit un taux de réussite de 125%. Ce taux indique une bonne performance, avec un niveau jamais atteint au cours des cinq dernières années.

33. Concernant les implications de l'exemption des équipements militaires du PC, l'étude demandée par les Ministres des Finances en novembre 2021 a été réalisée et un rapport a été déposé en avril 2023 à cet effet par le consultant concerné. Ce rapport sera présenté à la prochaine réunion des Ministres des Finances, pour examen et validation.

34. Des progrès notables ont été accomplis, en ce qui concerne la mise en œuvre des conditions d'application et de gestion du PC, conformément aux dispositions de l'Acte additionnel. Toutefois, la mise en œuvre totale des dispositions de l'Acte rencontre quelques difficultés. Il a été constaté que certains États membres :

- a. Perçoivent le produit du prélèvement communautaire par le biais du Trésor ou d'un compte autre que celui de la Commission dédié au prélèvement communautaire, et omettent de le verser ou n'en versent qu'une partie dans le compte de la CEDEAO ouvert à cet effet auprès de la Banque centrale. Cela prive la CEDEAO de ressources vitales pour le financement en temps voulu des activités prévues au titre du budget annuel approuvé.
- b. Gardent un pourcentage du produit du prélèvement perçu.
- c. Procèdent aux opérations de consolidation des recettes du prélèvement communautaire avec la Direction générale des Douanes ou toute autre structure nationale de collecte.

mais ne font ensuite des versements que de manière intermittente sur le compte Prélèvement communautaire de la CEDEAO.

- d. Ne transmettent pas de rapports sur les liquidations du PC, ni de relevés bancaires à jour, pour permettre de procéder aux opérations de rapprochement de leurs positions en ce qui concerne le PC.
 - e. Fournissent des données concernant la collecte des recettes du PC plutôt que les liquidations douanières.
 - f. Empêchent les missions techniques de contrôler la mise en œuvre des dispositions du Protocole relatif au prélèvement communautaire par les administrations douanières.
35. Outre les défis susmentionnés, il convient de noter qu'il existe d'autres facteurs externes susceptibles d'avoir également une incidence sur le prélèvement communautaire, notamment :
- a. La situation politique de certains États membres de la CEDEAO, qui a conduit à des sanctions susceptibles d'entraîner des conséquences à court terme, affecte la mobilisation du prélèvement communautaire.
 - b. , La guerre en Ukraine et d'autres défis économiques mondiaux ont également un impact sur les activités économiques dans la région.
36. A la lumière de ce qui précède, il a été demandé au CAF de faire des recommandations portant sur ce qui suit, en vue de leur adoption par le Conseil :
- a. Tous les Etats membres devront s'efforcer de se conformer aux dispositions du Protocole relatif au Prélèvement communautaire de la CEDEAO, notamment en ce qui concerne :
 - i. L'application stricte de l'assiette imposable (y compris pour les produits pétroliers et autres articles).
 - ii. L'application stricte du taux de prélèvement (0,5%).
 - iii. Le dépôt en temps opportun (dans les 30 jours qui suivent la collecte) du produit du prélèvement (mesure à prendre afin d'évite le cycle du Trésor).
 - b. Des visites techniques devront être effectuées régulièrement pour le suivi de la mise en œuvre du Protocole relatif au Prélèvement communautaire, compte tenu des difficultés que rencontrent les Etats membres pour l'application du prélèvement à certains produits.
 - c. Toutes les Banques centrales devront se conformer à la demande qui leur est faite, concernant la transmission des relevés bancaires au plus tard le 5 de chaque mois.
 - d. Les Etats membres devront veiller à transmettre leurs rapports respectifs concernant les liquidations de chaque mois, suivant les stipulations de l'Acte additionnel 

- e. Le paiement de la subvention de 4,5% du Prélèvement Communautaire au bureau national devra être suspendu dans les pays comptant au moins deux mois de retard pour le versement des montants perçus au titre du PC.
- f. La Commission devra prendre des mesures pour déduire les arriérés de Prélèvement Communautaire de tout remboursement ou tout paiement de dette à effectuer en faveur de tout Etat accusant des arriérés du Prélèvement Communautaire .
- g. Autoriser la Commission de la CEDEAO à ouvrir un autre compte à la Banque centrale du Nigeria, pour recevoir les montants déposés au titre du Prélèvement Communautaire du Nigeria, lequel compte sera placé sous le contrôle de la Commission.
- h. Les exclusions et exemptions injustifiées que les missions techniques ont permis de déceler devront être reconnues et prises en compte au titre du Prélèvement Communautaire, pour donner lieu ultérieurement à un remboursement, de la même manière que le Prélèvement Communautaire faisant l'objet de liquidation par l'administration douanière.

37. En conclusion, il convient de noter que l'Acte additionnel relatif au Prélèvement communautaire institué par le Traité révisé a répondu aux attentes. Les recettes du Prélèvement Communautaire continuent de financer, à hauteur de 85%, le budget annuel des programmes et projets de la Communauté. Toutefois, des difficultés subsistent, liées aux exclusions et exemptions injustifiées par les Etats membres, à l'absence de dépôt ou au dépôt partiel des recettes issues du Prélèvement Communautaire. Il s'agit de niches de ressources qui pourraient, si elles sont convenablement exploitées, contribuer à financer les programmes et projets communautaires.

38. A l'issue de délibérations, le CAF a formulé les recommandations ci-après :

- a. Adopter les recommandations de la Commission relatives à la mise en œuvre du Protocole sur le prélèvement communautaire, à l'exception des points e, f et g ;
- b. Instruire que dorénavant, la présentation sur l'exécution du budget et la mise en œuvre des programmes fournisse des détails sur les allocations au titre des dépenses administratives, par rapport au coût de la mise en œuvre des programmes et des projets. Par ailleurs, les institutions doivent être réalistes dans la budgétisation des activités et des programmes en tenant compte des contraintes de capacité et des ressources disponibles ;
- c. Entreprendre une mission de haut niveau auprès de la République fédérale du Nigeria sur la mise en œuvre du Protocole sur le prélèvement communautaire.
- d. Harmoniser les données relatives à la situation financière sur le rapport sur le prélèvement communautaire.



- e. Renforcer les ressources humaines au niveau de la Division en charge du Prélèvement Communautaire pour mieux améliorer le suivi de la mise en œuvre du Protocole sur le Prélèvement Communautaire.

Point 4 : Présentation et examen d'un mémorandum sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Fonds régional de stabilisation et de développement de la CEDEAO

39. Il ressort de la présentation faite par la Commission qu'un budget annuel de 1.600.000 dollars est alloué par la CEDEAO au Fonds régional de stabilisation et de développement, au titre de sa contribution budgétaire directe à partir du prélèvement communautaire. Sur ce montant, un minimum de 1.000.000 \$ a été consacré au financement des activités d'investissement direct dans les États membres, le reste ayant servi au financement de la coordination des programmes. La contribution de la CEDEAO sert de contrepartie au don d'environ 77,2 millions d'euros du gouvernement allemand.

40. La réunion a également été informée que le Fonds, dont l'objectif est de contribuer au renforcement de la résilience dans des communautés fragiles identifiées, a depuis 2021, directement financé des activités pilotes en Gambie (construction d'installations supplémentaires de fumage de poisson pour les femmes, ainsi que des subventions pour les jeunes et les femmes entrepreneurs dans l'aviculture, l'horticulture et la pêche) estimées à 1.200.000 \$. Une allocation d'environ 1.000.000 \$ est accordée à la Guinée Bissau pour la construction d'une usine de transformation du riz, l'installation de centrales solaires et d'équipements de fabrication de briques, afin de renforcer les activités économiques et d'améliorer le niveau de vie des communautés cibles (Gabu, Bafata). Au nombre des bénéficiaires figure également la région de Dosso au Niger. Des processus ont été lancés pour la construction et l'équipement d'un nouveau centre de maternité et de pédiatrie d'une capacité de 66 lits pour l'hôpital régional de Bafata en Guinée-Bissau, afin d'améliorer l'accès aux soins de santé de base pour les femmes et les enfants. Le prochain groupe de bénéficiaires sélectionnés pour le plan 2023 provient du Togo et du Bénin.

41. Enfin, le CAF a été prié de recommander une augmentation de la contribution de la CEDEAO au Fonds, compte tenu du nombre croissant de pays et de communautés bénéficiaires et du niveau actuel des besoins. Par conséquent, les membres du Comité de l'Administration et des Finances ont été invités à approuver l'allocation d'un montant annuel de 4.000.000 de dollars US provenant du prélèvement communautaire, au titre de la contribution directe annuelle de la Commission de la CEDEAO au Fonds régional de stabilisation et de développement. Sur ce montant, 3.300.000 dollars seront alloués aux activités d'investissement direct dans les pays bénéficiaires, et le reste sera consacré au financement de la coordination du programme.

42. A l'issue des délibérations, le CAF a pris note du Mémorandum et a convenu d'examiner la demande d'allocation de fonds supplémentaires lors de sa prochaine réunion. Le Comité a également recommandé ce qui suit :



- i. Les prochaines phases de la mise en œuvre des projets dans le cadre du Fonds devront être axées en priorité à l'assistance à d'autres États membres fragiles ainsi qu'aux communautés défavorisées ;
- ii. La CEDEAO doit fournir un rapport détaillé soulignant les réalisations et les enseignements tirés de la mise en œuvre de la phase pilote en Gambie et en Guinée Bissau à la prochaine réunion du CAF.

Point 5 : Présentation et examen d'un Mémoire relatif au versement d'un montant forfaitaire au personnel de la CEDEAO pour l'expédition d'effets personnels et de biens mobiliers

43. Dans sa présentation, la Commission de la CEDEAO a évoqué l'article 47 du Règlement révisé du Personnel de la CEDEAO, adopté par le Conseil des ministres lors de sa Quatre-vingt-septième (87^{ème}) Session ordinaire tenue les 9 et 10 décembre 2021 à Abuja, et qui prévoit le versement d'un montant forfaitaire pour couvrir l'expédition des effets personnels et domestiques du personnel international éligible lors de la prise de fonction, en cas de changement de lieu d'affectation, lors de la cessation de service, vers le pays d'origine ou en cas de décès.

44. Il ressort de la présentation que les taux proposés étaient basés sur des dispositions similaires applicables au sein des organisations sœurs, ainsi que sur un examen des coûts réels de l'expédition des effets personnels et domestiques des membres du personnel des institutions au cours des dernières années. La Commission a donc souhaité formuler au CAF les recommandations suivantes :

- a. Membres du personnel non originaires du pays de leur lieu d'affectation :
 - i. Fonctionnaires statutaires 25.000 \$
 - ii. Personnel professionnel 20.000 \$
- b. Membres du personnel éligibles au sein du pays de leur lieu d'affectation qui n'y résidaient pas au moment du recrutement :
 - i. Fonctionnaires statutaires 20.000 \$
 - ii. Personnel professionnel 15.000 \$

45. Suite à des discussions exhaustives sur le mémorandum, et sur la base d'informations supplémentaires fournies par la Commission, le CAF a demandé une réduction de 25 % des montants forfaitaires proposés et a recommandé au Conseil des ministres d'approuver les montants suivants.

- a. Membres du personnel non originaires du pays de leur lieu d'affectation :
 - i. Fonctionnaires statutaires 18.750 \$
 - ii. Personnel professionnel 15.000 \$
- b. Membres du personnel éligibles au sein du pays de leur lieu d'affectation qui n'y résidaient pas au moment du recrutement :

i.	Fonctionnaires statutaires	15.000 \$
ii.	Personnel professionnel	11.250 \$

B. POINTS POUR INFORMATION

Point 6 : Présentation d'un Mémoire sur les activités du Comité ad hoc chargé d'examiner les réclamations du personnel de la CEDEAO

46. La Commission a présenté un rapport actualisé sur les travaux du Comité ad hoc chargé d'examiner les réclamations du personnel. Elle a rappelé la création, le 8 août 2022 d'un Comité ad hoc, chargé d'examiner les réclamations du personnel et de formuler des recommandations sur les actions à entreprendre pour y remédier. Le mandat du Comité a également été élargi pour inclure le retour d'information sur les résultats de l'audit des compétences du personnel de la CEDEAO dans le cadre des réformes institutionnelles en cours.

47. Le Comité Ad hoc qui comprenait dix (10) membres est présidé par la Vice-présidente de la Commission. Les autres membres comprenaient les Commissaires en charge des Services Internes et des Infrastructures, de l'Energie et de la Digitalisation ainsi que les Directeurs des directions des services connexes.

48. Le CAF a été informé que de janvier 2023 à ce jour, le Comité a tenu six (6) réunions et examiné des cas relatifs à la conversion d'agents contractuels en permanents, des cas de promotion retardée, d'alignement de grade, de redéploiement, ainsi que d'autres sujets de réclamation du même ordre. Le rapport souligne que les cas examinés comprennent également des plaintes provenant de la Cour de justice de la CEDEAO.

49. Il est indiqué qu'à la suite d'une série de réunions, le Comité ad hoc chargé d'examiner les réclamations du personnel a soumis un rapport intérimaire au Président de la Commission.

50. Le Comité a soumis au Président de la Commission un rapport intérimaire, tandis que les discussions se poursuivent. Ensuite, des recommandations appropriées seront présentées aux responsables de la Commission en temps utile, pour décisions et mesures correctives. La Commission a assuré le CAF de son engagement à poursuivre le processus en vue de trouver des solutions appropriées pour améliorer le bien-être et la motivation du personnel.

51. Le CAF a pris note du Mémoire et a salué les efforts menés par le management de la Commission pour mettre en place une plateforme d'examen des plaintes, afin de prendre en compte les préoccupations du personnel. Le CAF a en outre exhorté la Commission à accélérer la résolution de toutes les plaintes légitimes relatives au bien-être du personnel, en particulier la question des indemnités de fin de contrat, non versées aux membres du personnel bénéficiaires.

P

Point 7 : Présentation d'un Mémoire sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des résultats de l'audit des compétences du personnel des institutions et agences de la CEDEAO

52. Dans sa présentation, la Commission a rappelé l'objectif global du rapport d'audit des compétences qui vise à aider la CEDEAO à prendre des décisions stratégiques éclairées sur la gestion des talents, la formation et le développement, la succession et la planification de la main-d'œuvre et, partant, améliorer de manière générale l'efficacité et la productivité des institutions de la Communauté. Par ailleurs, il a été rappelé dans la présentation la feuille de route adoptée pour la finalisation de l'audit des compétences du personnel de la CEDEAO, qui comprend certains domaines identifiés, des recommandations assorties d'échéances claires, y compris le retour d'information des membres du personnel, la taille optimale du personnel, la révision de l'organigramme de la CEDEAO et un plan de développement des capacités.

53. Le CAF a été informée que les résultats de l'exercice d'audit des compétences ont été restitués aux membres du personnel en novembre 2022. Avant cela, en octobre 2022, les responsables hiérarchiques ont été formés sur les approches de coaching constructif pour gérer les membres de leurs équipes respectives sur leurs forces/faiblesses, les attentes de l'organisation, les objectifs et les domaines possibles d'amélioration.

54. Par ailleurs, la Commission a indiqué qu'en janvier 2023, les agents ont bénéficié d'une formation supplémentaire sur les Plans de développement individuel (PDI) et les Plans d'amélioration de la performance (PAP), en vue de soutenir leur croissance et leur développement professionnels, grâce à un cadre structuré leur permettant de fixer des objectifs, d'aligner leurs aspirations individuelles sur les objectifs stratégiques de la CEDEAO, d'identifier les domaines d'amélioration et de planifier des actions spécifiques pour améliorer leurs compétences et leurs capacités.

55. Enfin, il est indiqué dans le cadre de la présentation qu'en juin 2023, sur les vingt-cinq (25) recommandations, treize (13) avaient été mises en œuvre, soit 52%, onze (11) étaient en cours de mise en œuvre (44%) et une (1) n'avait pas encore commencé. La plupart des recommandations en cours de mise en œuvre sont celles pour lesquelles les actions ont un caractère continu.

56. Le CAF a pris note du Mémoire et des informations qui y sont contenues.

Point 8 : Présentation d'un Mémoire sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du processus de recrutement

57. Dans sa présentation sur l'état d'avancement du recrutement de personnel dans les institutions de la CEDEAO, la Commission a rappelé que le Conseil, lors de ses 80^{ème} et 81^{ème} sessions ordinaires, avait autorisé les recrutements pour pourvoir les postes vacants résultant de décès, de retraite et de démission. Il a également donné son accord, pour que 20% des nouveaux postes de l'organigramme soient pourvus, sous réserve de la disponibilité de ressources.



58. La Commission a par ailleurs rappelé la directive visant à pourvoir les postes vacants dans les agences nouvellement créées, les postes prioritaires à l'ARCC, à l'OOAS, au CEREEC, au Bureau de l'Auditeur Général et aux directions des Finances, des Ressources humaines, de l'Administration générale et des Conférences. Cependant, tous les autres recrutements approuvés devaient attendre l'achèvement de l'audit des compétences du personnel dans le cadre du processus de réforme institutionnelle.

59. Le CAF a été informé que des progrès ont été réalisés en matière de recrutement, conformément à la feuille de route approuvée pour la finalisation et la mise en œuvre des résultats de l'audit des compétences du personnel. Les mesures prises comprennent la compilation d'une liste exhaustive des postes vacants de toutes les institutions, la préparation des descriptions de poste, la publication des postes vacants, la transmission des candidatures aux cabinets de recrutement pour la liste exhaustive, etc. La publication en interne des postes de grade D et P5 avec des descriptions de poste finalisées et validées a été effectuée et le processus de recrutement est au stade de l'entretien.

60. Le CAF a également été informé que des discussions sont en cours pour développer de nouveaux outils de gestion des ressources humaines basés sur le nouveau Règlement du personnel, et des efforts sont menés en vue de l'opérationnalisation du module de recrutement en ligne du Système SAP.

61. Enfin, la Commission a informé le CAF qu'en juin 2023, sur les 510 postes vacants dans toutes les institutions de la CEDEAO, 200 postes ont été publiés, 68 sont au stade de présélection, 66 postes sont prêts à être présélectionnés par les comités consultatifs et 66 postes sont au stade des entretiens ou les candidats ont passé les entretiens.

62. Le CAF a pris note des informations fournies et a instruit la Commission de prendre les mesures nécessaires pour accélérer le processus de recrutement sur la base des décisions et des approbations données par les sessions précédentes du Conseil des ministres.

Point 9 : Présentation et examen d'un Mémoire sur la conversion d'agents contractuels

63. La Commission a présenté un rapport sur l'état d'avancement du projet de conversion d'agents contractuels en permanents, conformément à la décision de la 83^e session ordinaire du Conseil des ministres, sur la base de critères spécifiques. Lesdits critères concernent notamment le recrutement par le biais d'un processus concurrentiel, des résultats satisfaisants en matière d'évaluation des performances et la disponibilité des postes dans l'organigramme. Pour les agents contractuels recrutés sur des projets financés par des donateurs, il a été inclus un critère supplémentaire relatif à l'existence d'une clause d'absorption dans l'Accord de financement ou le Protocole.

64. Outre ce qui précède, il a été rappelé au CAF que la 86^e session ordinaire du Conseil des ministres avait approuvé la conversion exceptionnelle en agents permanents des membres du personnel contractuel restants qui remplissaient les critères établis, à condition qu'ils relèvent

des catégories A, B et C des résultats de l'audit des compétences du personnel. Cette décision vise à résoudre le problème de l'absence de clause d'absorption pour certains agents contractuels.

65. La Commission a indiqué au CAF qu'un Comité ad hoc de conversion avait été mis en place pour piloter le processus de révision. Ledit Comité a analysé les documents des agents contractuels concernés et a proposé ceux qui sont éligibles à la conversion. Le Comité a classé les agents contractuels en différents groupes sur la base de leurs spécificités respectives.

66. Sur l'ensemble du processus, le CAF a été informé qu'en juin 2023, 261 membres du personnel de toutes les institutions de la CEDEAO ont reçu des lettres de nomination à des postes permanents. Cependant, 16 cas ont fait l'objet d'un report par le Bureau de l'Auditeur Général pour des raisons diverses portant notamment sur la non-participation des agents concernés à l'exercice d'audit des compétences, bien qu'ils aient satisfait aux autres critères de conversion.

67. En outre, un cas n'a pas été examiné par le Comité, en attendant que le statut de l'intéressé au sein des forces de police soit clarifié. La Commission a également informé le CAF que quatre cas ont été considérés comme n'étant pas concernés par la conversion, suivant les instructions du Conseil des ministres, parce qu'ils ne correspondent pas au statut de membre du personnel, mais plutôt de consultants.

68. Compte tenu du faible taux de mise en œuvre du programme, principalement en raison d'un manque de ressources humaines et de l'effet démotivant de la non-conversion pour certains membres du personnel, la Commission a suggéré au CAF ce qui suit :

- a. Réaliser séparément un audit des compétences des membres du personnel n'ayant pas bénéficié d'une conversion en raison de l'absence d'une clause d'absorption dans leur contrat ;
- b. A défaut, convertir les membres du personnel concernés sur la base de la récente évaluation de leurs performances, compte tenu des coûts et du temps nécessaires à la conduite d'un autre audit des compétences du personnel.

69. La Commission a également recommandé de traiter en conséquence d'autres cas en suspens, notamment celui d'un membre du personnel dont le poste a été rétrogradé, celui de deux membres du personnel qui doivent être placés à des postes appropriés sur l'organigramme, et celui d'un membre du personnel qui n'a pas fait l'objet d'un rapport de recrutement.



70. Le CAF a pris note du mémorandum et a demandé au Management de la Commission d'accélérer le processus de traitement de la question de la conversion du personnel contractuel qui traîne depuis plusieurs années, au regard de l'effet d'une telle incertitude sur le personnel concerné. Par la suite, le CAF a demandé un rapport détaillé contenant les informations nécessaires afin de lui permettre de formuler les recommandations appropriées.

Point 10 : Présentation du Rapport annuel 2022 de l'Auditeur Général

71. L'Auditeur Général a présenté au Comité de l'administration et des finances son rapport annuel 2022 pour information, conformément au Règlement. Il a rappelé les audits menés à leur terme et couvrant les opérations, les systèmes d'information et la performance des programmes des institutions, agences et bureaux de la CEDEAO au cours de la période sous revue.

72. L'Auditeur général a rappelé la situation critique des ressources humaines qui affecte l'environnement de contrôle au sein des institutions et agences de la CEDEAO.

73. Le CAF a félicité l'Auditeur Général pour la qualité du rapport et a pris note de la présentation et des informations qui y sont contenues.

74. Le Comité a exhorté les institutions de la CEDEAO à mettre l'accent sur la souveraineté de la Communauté, de ses institutions et de ses États membres dans leurs collaborations respectives avec les partenaires au développement et les parties extérieures, dans l'intérêt de la Communauté.

Point 11 : Divers

75. Aucune question n'a été abordée sous ce point de l'ordre du jour.

Point 12 : Adoption du Rapport

76. Le rapport a été adopté après amendements.

Point 13 : Séance de clôture

77. Dans son discours de clôture, la Présidente du CAF, Dr. Cristina da Silva Pedreira, a remercié les délégués pour leur participation active et pour l'esprit de solidarité qui a prévalu au cours des délibérations. Elle a exhorté la Commission et les autres institutions de la Communauté à prendre toutes les mesures nécessaires pour accélérer la mise en œuvre des recommandations, en particulier en ce qui concerne la dotation en personnel, afin de fournir les mains nécessaires à la mise en œuvre des programmes et projets communautaires.



78. Elle a ensuite déclaré clos les travaux de la réunion et a souhaité à toutes les délégations un bon voyage vers leurs destinations respectives.

FAIT À BISSAU, LE 4 JUILLET 2023

POUR LE COMITÉ,

LA PRÉSIDENTE,



DR. CRISTINA DA SILVA PEDREIRA



ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

ECW/AFC/XXXIII/1
Original : Anglais
Date : 4 juillet 2023

**TRENTE-TROISIÈME RÉUNION DU COMITÉ DE
L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES
2 – 4 juillet 2023**

MOTION DE REMERCIEMENTS

Les membres du Comité de l'Administration et des Finances de la CEDEAO, réunis du 2 au 4 juillet 2023 à Bissau, en République de Guinée Bissau, expriment leur profonde gratitude à Son Excellence Monsieur Umaro Cissoko Embaló, Président de la République de Guinée-Bissau, au Gouvernement et au peuple bissau-guinéens pour l'accueil chaleureux et fraternel qui leur a été réservé et pour les excellents moyens mis à leur disposition pour assurer le bon déroulement de leurs travaux.

FAIT À BISSAU, LE 4 JUILLET 2023

LE COMITÉ

ANNEXE 1

LISTE DES PARTICIPANTS

COMUNIDADE DOS ESTADOS DA
AFRICA DO OESTE



ECONOMIC COMMUNITY OF WEST
AFRICAN STATES

COMMUNAUTÉ ECONOMIQUE DES
ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS/
LISTA DOS PARTICIPANTES

**THIRTY-THIRD MEETING OF THE ADMINISTRATION
AND FINANCE COMMITTEE**

**TRENTE-TROISIEME REUNION DU COMITE DE
L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES**

**TRIGÉSIMA TERCEIRA REUNIÃO DO COMITÉ DE
ADMINISTRAÇÃO E FINANÇAS**

Bissau, 2 - 4 July, 2023
Bissau, 2 - 4 juillet 2023
Bissau, 2 - 4 de julho de 2023



PAYS/COUNTRY INSTITUTIONS	NOMS/NAMES	FONCTIONS/STATUS	ADRESSE/ADDRESS
BENIN	HOUNKPONOU SEMINNOU ROMES ROMAIN	Expert, Directeur de l'Afrique et du Moyen-Orient	Ministère des Affaires Etrangères, Cotonou, Tel. +229 97985466 E-mail: rhounkponou@gouv.bj
CABO VERDE	SOUNTON ARMAND	Head of National Office ECOWAS	Ministère des Finances, Cotonou Tel. +229 63828282 E-mail : armandsounton@yahoo.fr
	DA SILVA ANDRADE DE CARVALHO	COORDENADORA DA CELULA NACIONAL DA CEDEAO	Av. Amilcar Cabral, Plateau – C.P. 30, República de Cabo Verde, Tel. : +2385160057 E-mail : ecarvalho@mnec.gov.cv
	JOSE FELIX MONIZ DELGADO	DELEGADO_ECONOMISTA	Av. Amilcar Cabral, Plateau – C.P. 30, República de Cabo Verde, Tel. : +2382607521 E-mail : jose.f.delgado@mf.gov.cv
COTE D'IVOIRE	FOLQUET SANDRA	DIRECTRICE, BUREAU NATIONAL CEDEAO	Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, Abidjan, Côte d'Ivoire Tél: +225 04 84 84 45 Email: s.f.coulbaly@hotmail.fr
	KOFFI KOUAME EDGARD	CONSEILLER TECHNIQUE DU DG DE L'ECONOMIE	Ministère de l'Economie et des Finances, Abidjan Tel : +225 Email : gardkouame@gmail.com
	OGUIE SAIN	DIRECTEUR GENERAL DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	Ministère de l'Economie et des Finances, Abidjan Plateau Immeuble SCIAM, 6ème Etage, Côte d'Ivoire Tel : +225 2720200909 Email : o.sain@dge.gouv.ci
THE GAMBIA	MUSA SAWANEH	PRINCIPAL ECONOMIST/ ASSISTANT HEAD OF THE ECOWAS NATIONAL OFFICE	Ministry of Trade, Industry, Regional Integration & Employment/ECOWAS National Office Independence Drive

PAYS/COUNTRY INSTITUTIONS	NOMS/NAMES	FONCTIONS/STATUS	ADRESSE/ADDRESS
			Banjul, The Gambia Tel : (+220) 3725364, +220 4228392 Email: musahawatanja@gmail.com
	MR. YAYA DRAMMEH	EXPERT	Ministry of Finance & Economic Affairs The Quadrangle, Banjul- The Gambia Tel: +220 4222803/+220 9710049 Email: drammeh@yahoo.com
GHANA	MS. ADAM NEEMATU	HEAD OF ECOWAS NATIONAL OFFICE	Ministry of Foreign Affairs and Regional Integration, Accra Tel : +233244997945 Email : neematu.adam@mfa.gov.gh
	ENOCH OBENG-DARKO	EXPERT	Ministry of Finance P.O. Box MB40, Finance Drive Accra Tel. +233 244 42 43 64 Email: eodarko2000@gmail.com , eodarko@mofep.gov.gh
	HAMDALLAH FUSEINI	EXPERT	Ministry of Finance, Finance Drive, Accra Tel : +233554419776/ +233507370401 Email : hfuseini@mofep.gov.gh / hamdallahhussein@gmail.com
	MS. CRISTINA DA SILVA PEDREIRA	CHEF CELLULE NATIONALE CEDEAO	Palacio do Governo Av dos Combatentes da Liberdade de Pateria, CP 06 Bissau Tel : +245 96 6706648 Email : cristinasilvapedreira@yahoo.com.br
	M. CARFA EMBALO	DIRECTEUR DU BUDGET	Ministère de l' Economie et des Finances BP 67 Bissau Mobile : (+245) 96 67 55 380, +245 955755380 Email : carfaeb@gmail.com
GUINEE BISSAU	SAMBI MUSSA	DIRECTEUR GENERAL	Ministère de l' Economie, du Plan et de l'Intégration Régionale, Tel. +245 966718402 E-mail: m.sambi@hotmail.com

PAYS/COUNTRY INSTITUTIONS	NOMS/NAMES	FONCTIONS/STATUS	ADRESSE/ADDRESS
LIBERIA	BENEDICT D. ROBERTS	HEAD, ECOWAS NATIONAL OFFICE	Ministry of Finance & Development Planning Broad & Mechlin Streets Monrovia, Liberia Tel: +231 88 6 258 196 Email: broberts@mfpd.gov.lr
	ANTHONY CHEA KPALLEH, JR	EXPERT	Ministry of Foreign Affairs, Capitol Hill, Monrovia, Tel. +231 770455046 E-mail: anhebat@yahoo.com
NIGER	SOUMANA FATOUMA	COORDONNATRICE DE LA CELLULE NATIONALE CEDEAO	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération, Tel. +227 96991325 Email: fatisoum@67@gmail.com
	IBRAHIMA DJIBO	COORDINATEUR DE LA CELLULE UEMOA-CEDEAO	Ministère des Finances Niamey République du Niger Tel : +227 82166841 Email : djibrah2@gmail.com
NIGERIA	AMB. MUSA SANI NUHU	PERMANENT REPRESENTATIVE OF NIGERIA TO ECOWAS	Ministry of Foreign Affairs, Tel: +234 81 81 91 91 91 Email: msnuhoo@yahoo.com
	AMB. YAKUBU A. DADU PHD.	EXPERT	Ministry of Foreign Affairs, TFB House, Central District, Abuja Tel: +234 8167175966, +2348037667813 Email: dadadu01@yahoo.com
	ALIYU M. NAKWADA	EXPERT	Federal Ministry of Finance, Budget and National Planning, Abuja Tel: +234 802666256 Email: nakwada7@gmail.com
	YAKUBU ALI MALIK	CHIEF ECONOMIST	Ahmadu Bello Way, CBD, Abuja Tel. +2348032166806 E-mail: m.aliyakubu@gmail.com

PAYS/COUNTRY INSTITUTIONS	NOMS/NAMES	FONCTIONS/STATUS	ADRESSE / ADDRESS
SENEGAL	STEPHAN SYLVAIN SAMBOU	HEAD OF ECOWAS NATIONAL OFFICE	Ministère des Affaires Etrangère et des Sénégalais de l'Extérieur Dakar - Sénégal Tel : +221 778347835 Email : sylvainsambou@hotmail.com
	MOUSTAPHA NGOM	COORDONNATEUR	Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération, 60 Rue Carnot X St Michel, Dakar Tel : +221775578732 / +221773326699 E-mail : mngom72@gmail.com
	AITA GUEYE	Chargée de Programme Bureau National CEDEAO	94, Rue Félix Faure, Dakar, Tel. +221 338212575/776301333 E-mail : aitagueye@gmail.com
SIERRA LEONE	SUMANU OTHMAN ZINURINE ALGHALI	HEAD, ECOWAS NATIONAL OFFICE	Ministry of Planning and Economic Development, 3 rd Floor, NAO Building Tower Hill Freetown, Sierra Leone Tel: +232 76977979 Email: soza196631@gmail.com
	TASIMA A. JAH	EXPERT	Ministry of Finance Freetown, George Street, Sierra Leone Tel: +232 76 610 417 Email: tasimaj@yahoo.com
TOGO	MANI KONDI	DIRECTEUR DES AFFAIRES POLITIQUES	Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et des Togolais de l'Extérieur, Lomé, Togo. Tel. +228 92199329 Email : manikondi@gmail.com
	LAGNIE BABIMBE KPADJA	DELEGUE	Ministère de l'Economie et des Finances Lomé Togo Tel : +228 90998296 Email : I

7

PAYS/COUNTRY INSTITUTIONS	NOMS/NAMES	FONCTIONS/STATUS	ADRESSE/ADDRESS
OFFICE OF AUDITOR GENERAL	JOÃO ALAGE MAMADÚ FADIÁ	AUDITOR-GENERAL OF ECOWAS INSTITUTIONS	Office of Auditor General Tel.: +234 704 908 7199 Email: ifadia@ecowas.int
	FRANCIS KOTOBRIDJA	Director, Program Performance Audit	Office of Auditor General Tel.: +234 8171000282 E-mail: fkotobridja@gmail.com
	Richard AWUNYO	Director, Audit	Office of Auditor General Tel.: +234 811 395 0929 E-mail: rkawunyo@ecowas.int
	GODWIN ANIRETO	Controller	Office of Auditor General Tel.: +234 8055454442 E-mail : ganireto@ecowas.int
	HON. ASANTE EDWARD A.	PRESIDENT	ECOWAS Community Court of Justice, 1164 Joseph Gonwalk Street, Gudu District, Abuja, F.C.T. Tel.: + 234 9000002349 Email: ed.asante@yahoo.com
	OUATTARA GBERI-BE	VICE PRESIDENT	ECOWAS Community Court of Justice, 1164 Joseph Gonwalk Street, Gudu District, Abuja, F.C.T. Tel. +225 070795352 E-mail: gouattara@courtecowas.org
ECOWAS COURT OF JUSTICE	OURO-SAMA YAOUZA	CHIEF REGISTRAR	ECOWAS Community Court of Justice, 1164 Joseph Gonwalk Street, Gudu District, Abuja, F.C.T. Tel. +234 7064189258 E-mail: yourosama@courtecowas.org
	MR. WILLIAM D. TOWAH	DIRECTOR OF ADMINISTRATION AND FINANCE	ECOWAS Community Court of Justice, 1164 Joseph Gonwalk Street, Gudu District, Abuja, F.C.T. Tel.: + 234 805 983 4864 Email: wtowah@courtecowas.org

4

PAYS/COUNTRY INSTITUTIONS	NOMS/NAMES	FONCTIONS/STATUS	ADRESSE/ADDRESS
	MR. ERIC KWAOVI AKUETE	CHIEF PROTOCOL CONFERENCE	ECOWAS Community Court of Justice, 1164 Joseph Gonnwalk Street, Gudu District, Abuja, F.C.T. Tel.: + 234 706 2262390 Email: akueteeric@yahoo.com
	DAVID FRIDAY NZONZO	CHIEF ACCOUNTANT	ECOWAS Court of Justice Tel. +234 8025018846 E-mail: dnzonzo@courtecowas.org
	SOUGUE KALIFA	ACCOUNTANT	ECOWAS Court of Justice Tel: +234 7080017246 Email : ksougue66@gmail.com
ECOWAS PARLIAMENT	JOHN AZUMAH	SECRETARY GENERAL	ECOWAS Parliament, Int'l Conference Centre, Garki - Abuja Tel: +234 8036590280 Email: jazumah2006@gmail.com
	ANNA NJIE	DIRECTOR ADMINISTRATION AND FINANCE	ECOWAS Parliament, Int'l Conference Centre, Garki - Abuja Tel: +234 7064186519 Email: ajagne@parl.ecowas.int
	BRUNO ACHANA	PRINCIPAL OFFICER HUMAN RESOURCES	ECOWAS Parliament, Int'l Conference Centre, Garki - Abuja Tel: +234 8138919363 E-mail: bachana@parl.ecowas.int
	ADAMU MUSA	HEAD OF FINANCE	ECOWAS Parliament, Int'l Conference Centre, Garki - Abuja Tel: +234 8034479693 E-mail: amusa@parl.ecowas.int
WAHO	ARUNA FALLAH	AG. DIRECTOR OF ADMINISTRATION & FINANCE	WAHO, Bobo-Dioulasso Tel. +226 75656498 E-mail: afallah@wahooas.org
GIABA	JALLOW MAM CHERNO	PPO STRATEGIC PLANNING	GIABA, Tel. +221 708522838 E-mail: mjallow@giaba.org

PAYS/COUNTRY INSTITUTIONS	NOMS/NAMES	FONCTIONS/STATUS	ADRESSE/ADDRESS
ARAA	SALIFOU OUSSEINI	DIRECTEUR EXECUTIF	ARAA Lomé, Togo Tel: +228 98282632 Email: osalifou@araa.org
	KONLANI KANFITIN	PPO, HEAD OF TECHNICAL OPERATION	ARAA Lomé, Togo Tel: +245 955085181 Email : kkonlani@araa.org
ECOWAS BROWN CARD SCHEME	WINFRED KWASI DODZIH	DIRECTOR	ECOWAS Brown Card Scheme, Lomé, Togo Tel: +228 92860505 E-mail: winydo@yahoo.com , sgpcartebrune@cartebrune.org
ARREC/ERERA	TOSSOU KOCO LAURENT RODRIGUE	PRESIDENT ERERA	ECOWAS Regional Electricity Regulatory Authority, Accra Tel: +233 559036324 / +229 63009494 Email: ktossou@ereraz.arrec.org
	DR. HALIRU DIKKO	DELEGUE	ECOWAS Regional Electricity Regulatory Authority, Accra Ghana New Energy Commission Building Behind Alliance Française, Airport Residential Tel: +233 8033 0529 82 Email: halirud@hotmail.com
ECREEE/CEREEC	SEMPORE JEAN FRANCIS	DIRECTEUR EXECUTIF	ECREEE Achada Santiago, Praia, Cape Verde Tel: +238 5835343 Email: fsempore@ecreee.org
	GIBSON OBASI	ACTING DIRECTOR OF ADMINISTRATION AND FINANCE	ECREEE Achada Santiago, Praia, Cape Verde Tel: +234 8025802424 Email: Gobasi@ecreee.org
PPDU	CAPO-CHICHI EUGENE	DIRECTEUR	PPDU - LOME Tel: +228 93631168 Email : ecapo-chichi@ecowas.int

PAYS/COUNTRY INSTITUTIONS	NOMS/NAMES	FONCTIONS/STATUS	ADRESSE/ADDRESS
ERCA	DR. SIMON KOFFI	EXECUTIVE DIRECTOR	ERCA, Banjul Tel : +2 Email :
ECOWAS SPECIAL AND PERMANENT REPRESENTATIVES	H.E. FANTA CISSE	RESIDENT REPRESENTATIVE	Représentation Permanente en Côte d'Ivoire Abidjan - Côte d'Ivoire Tel. 225 05855178517 Email. fcisse@ecowas.int
	DR. SAMUEL LAMPTEY	ESIDENT REPRESENTATIVE	Office of the Resident Representative in Cabo Verde Praia Tel: +
	H.E. AKA BROU LOUIS BLAISE	REPRESENTANT SPECIAL	Représentation Permanente en Guinée Bissau Tel : +244 611715555 Email : akabroublaise@yahoo.fr
	H.E. MIATTA FRENCH	RESIDENT REPRESENTATIVE	ECOWAS Representative Office Off faculty road, Off Kairaba Av. Pipeline, Banjul Tel : +220 7099199 Email : mfrench@ecowas.int
	H.E. HEMOU DEDOU JONAS	PERMANENT REPRESENTATIVE	ECOWAS Perm. Rep. Office Brussels Belgium Tel: +23470363578 Email: dhemou@ecowas.int
	H.E. MARIO GOMES FERNANDES	RESIDENT REPRESENTATIVE	Représentation Permanente au Mali Bamako - Mali Tel : +223 9913218 Email : mfernandes@ecowas.int

PAYS/COUNTRY INSTITUTIONS	NOMS/NAMES	FONCTIONS/STATUS	ADRESSE/ADDRESS
	MR. TIENA COULIBAY	RESIDENT REPRESENTATIVE	Représentation Permanente au Burkina Faso Ouagadougou – Burkina Faso Tel : +226 6744034 Email : tiens_coulibaly@yahoo.fr
	H.E. JOSEPHINE NKRUMAH	RESIDENT REPRESENTATIVE	Office of the Resident Representative of the ECOWAS Commission, 1 st Street, Sinkor, Monrovia Tel: +231 880095744 Email : jnkrumah@ecowas.int
	H.E. BARROS BACAR BANJAI	REPRESENTANT PERMANENT	Représentation Permanente au Togo 128 Boulevard du 13 janvier face Gendarmerie Nationale-Dekon – BP 2704 Lome – Togo Tel : +245 955540899 Email : barros.banjai@gmail.com
	BABA GANA WAKIL	RESIDENT REPRESENTATIVE	Representation Office in Ghana Royal Hotel Accra - Ghana Tel: +233 2646 16340 Email: bwakil@ecowas.int
	HAROUNA MOUSSA	RESIDENT REPRESENTATIVE	Office of the Resident Representative in Sierra Leone Freetown Tel: +076660672 Email: hmoussa@ecowas.int
	BOLY HAMIDOU	RESIDENT REPRESENTATIVE	Office of the Resident Representative in Guinea Bissau Bissau Tel: +245 957003030 Email: Hamidou-boly@yahoo.fr
	GNAMIEN N'DRI GUILLAUME	RESIDENT REPRESENTATIVE	Office of the Resident Representative in Niger Tel: +234 8143376266 Email: ngnamien@ecowas.int

PAYS/COUNTRY INSTITUTIONS	NOMS/NAMES	FONCTIONS/STATUS	ADRESSE/ADDRESS
	OKE FRANCIS	RESIDENT REPRESENTATIVE	Office of the Resident Representative in African Union Commission Addis Ababa Tel: + 234 7064185246 Email: goke@ecowas.int
	KINZA JAWARA-NJAI	PERMANENT REPRESENTATIVE TO THE UN	Office of the Permanent Representative to the UN New York Tel: +234 703328 7671 Email: kiawara-njai@ecowas.int
ECOWAS COMMISSION	H. E. DR. OMAR ALIEU TOURAY	PRESIDENT	ECOWAS Commission - Abuja Tel. E-mail:
	H.E. MS. DAMTIEN L. TCHINTCHIBIDJA	VICE PRESIDENT	ECOWAS Commission - Abuja Tel. E-mail:
	PROF. NAZIFI ABDULLAHI DARMA	COMMISSIONER, INTERNAL SERVICES	ECOWAS Commission - Abuja Tel. : +234 806 211 7735 / +234 809 689 8195 Email : ndarma@ecowas.int
	PR. FATOU SARR SOW	COMMISSIONER, HUMAN DEVELOPMENT & SOCIAL AFFAIRS	ECOWAS Commission - Abuja Tel.: +221 77 658 89 08 Email: fsarr@ecowas.int
	MS. MASSANDJE TOURE EPSE LITSE	COMMISSIONER, ECONOMIC AFFAIRS & AGRICULTURE	ECOWAS Commission - Abuja Tel.: +234 810 525 6606 Email: mtoure-litse@ecowas.int
	SEDIKO DOUKA	COMMISSIONER, INFRASTRUCTURE, ENERGY AND DIGITALIZATION	ECOWAS Commission - Abuja Tel.: +234 803 765 6074 / +234 708 544 4414 Email: sdouka@ecowas.int
	HON. ABDOU KOLLEY	DIRECTOR OF CABINET	ECOWAS Commission - Abuja Tel.: +234 807 887 1073 Email: akolley@ecowas.int

PAYS/COUNTRY INSTITUTIONS	NOMS/NAMES	FONCTIONS/STATUS	ADRESSE/ADDRESS
	MS. OLUKEMI ROBINSON-ATABUH	DIRECTOR, CONFERENCE AND PROTOCOL	ECOWAS Commission - Abuja Tel.+234 703 417 9021 +234 805 076 2029 Email: orobinsonatabuh@ecowas.int ,
	MOLOKWU AZIKIWE	DIRECTOR OF FINANCE, TREASURY AND BUDGET	ECOWAS Commission - Abuja Tel.: +234 810 254 1309 E-mail: mazikiwe@ecowas.int
	JEROME BOA	DIRECTOR EXTERNAL RELATIONS	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 8178129276 E-mail : jboa@ecowas.int
	MRS. ISATOU COMBEH NJAI	Ag. Director, Legal Affairs	ECOWAS Commission - Abuja Tel.: +234 803 659 0288 E-mail: injai@parl.ecowas.int
	VICTORINO VIEIRA BAMBA	Ag. Director, Human Resources	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 814 304 1950 E-mail : vyieira-bamba@ecowas.int
	WALE AJALA	Director, Information Technology Services	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 805 523 2790 E-mail : wajala@ecowas.int
	SEYDOU KASSORY MOHAMED BANGOURA	Director, Administration & General Services	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 814 137 5760, +234 706 409 0671 E-mail : sbangoura@ecowas.int
	CHRISTIAN APPIAH	Acting Director, Transport	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 816 583 4824 E-mail : cappiah@ecowas.int
	MS. ANNA WADDA	SPECIAL ADVISER	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 7040877217 E-mail: awadda@ecowas.int
	SALAMI ABDOUL RAOUF	EXECUTIVE ASSISTANT TO VP	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 8140341214 E-mail : asalami@ecowas.int
	HABIBU YAYA BAPPAH	EXECUTIVE ASSISTANT TO THE PRESIDENT	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 8037798960 E-mail : hbappah@ecowas.int

PAYS/COUNTRY INSTITUTIONS	NOMS/NAMES	FONCTIONS/STATUS	ADRESSE/ADDRESS
	FRANCIS ACQUAH-AIKINS, JNR.	EXECUTIVE ASSISTANT TO C/PAPS	ECOWAS Commission - Abuja Tel.: +234 806 849 3957 Email: facquah-aikins@ecowas.int
	FEYISARA OLAYIWOLA	ADMINISTRATIVE OFFICER RECRUITMENT	ECOWAS Commission - Abuja Tel.: +234 803 311 4367 E-mail: folayiwola@ecowas.int
	DR. DEGOL MENDES	PROGRAM OFFICER, ECONOMIC AND FINANCIAL SITUATION AND CONVERGENCE, MEMBER OF DRAFTING TEAM	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	MOISE APPOLOS THERA	AG. HOD COMMUNITY LEVY	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	GIDEON DADIENG	ACCOUNTANT, DISBURSEMENT	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	ROGER COULIBALY	AG. LANGUAGE COORDINATOR	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	MAMADOU KANE	FRENCH LANGUAGE REVISOR TRANSLATOR	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	MS. SARAH DAIRO	ENGLISH BOOTH INTERPRETER	ECOWAS Commission - Abuja Tel. : +234 80 33 611 345 E-mail : sdairo@ecowas.int
	MS. EKEREBONG AKUBOH	ENGLISH BOOTH INTERPRETER	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	JEAN LUDOVIC DIASSO	FRENCH BOOTH INTERPRETER	ECOWAS Commission Email: jldiasso@yahoo.com

PAYS/COUNTRY INSTITUTIONS	NOMS/NAMES	FONCTIONS/STATUS	ADRESSE/ADDRESS
	MOUDACHIROU GBADAMASI	FRENCH BOOTH INTERPRETER	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	MS. UCHECHI VERA DAN-CHINAKA	ENGLISH LANGUAGE TRANSLATOR	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	MS. SARA DAMARES EGITO BARBOSA SEFANDE	PORTUGUESE BOOTH INTERPRETER	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	TAMBA PANSAU	PORTUGUESE BOOTH INTERPRETER	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	THOMAS TSAMAFO	FRENCH LANGUAGE TRANSLATOR	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	. PASCAL DABOU	FRENCH LANGUAGE TRANSLATOR	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	MS. NADOU LAWSON	FRENCH LANGUAGE TRANSLATOR	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	PROSPER FREEMAN	ENGLISH LANGUAGE TRANSLATOR	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	STEVE ONWUKA	PPO PROTOCOL (TEAM LEAD, PROTOCOL SUPPORT AND LOGISTICS)	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	OMOTAYO DADA	PROTOCOL OFFICER (PROTOCOL SUPPORT AND TRAVEL LOGISTICS)	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	KPASSOU SERGE DANIEL DJIZOE	PRINCIPAL LEGAL ADVISER	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :

9

PAYS/COUNTRY INSTITUTIONS	NOMS/NAMES	FONCTIONS/STATUS	ADRESSE/ADDRESS
	MS. UZOAMAKA OBIDIKE	SENIOR LEGAL ADVISER	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	DR. LUDIMILLA SAMIRA BARAI MIKULEC	SENIOR LEGAL ADVISER	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	IGWE-KALU ESTHER	CONFERENCE ASSISTANT, TEAM LEAD , CONFERENCE SUPPORT, SET-UP AND MANAGEMENT OF HYBRID MEETING SET-UP	ECOWAS Commission - Abuja Tel. : +234 7034053409 E-mail : destaotah@yahoo.com
	ENWEREM AMAKA	HEAD, REPRODUCTION (DOCUMENT PRODUCTION AND PACKAGING)	ECOWAS Commission - Abuja E-mail: amakaenweren@yahoo.com Tel : +234 706 409 06 68
	CHUKWUMA NDUBUEZE	REPRODUCTION ASSISTANT (DOCUMENT PRODUCTION, PACKAGING AND DISTRIBUTION)	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	ALEXANDER BANDIPO	PROTOCOL OFFICER (PROTOCOL SUPPORT AND LOGISTICS)	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	UZOCHUKWU ANYIAM	PROTOCOL OFFICER (PROTOCOL SUPPORT AND LOGISTICS)	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	MS. CHINWE ONUKWUBA	CONFERENCE ASSISTANT (CONFERENCE SUPPORT, SET-UP AND MANAGEMENT OF HYBRID MEETING SET-UP)	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :

PAYS/COUNTRY INSTITUTIONS	NOMS/NAMES	FONCTIONS/STATUS	ADRESSE/ADDRESS
	MS. OREOLUWA OLAKUNDE	CONFERENCE ASSISTANT (CONFERENCE SUPPORT, SET-UP AND MANAGEMENT)	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	MS. BUKOLA SEUN-BABALOLA	DOCUMENTATION /ECODOCS OFFICER, OFFICE OF DIRECTOR	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	MS. ROSELINE OLUFADE	ECODOCS/LANGUAGE SUPPORT ASSISTANT	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	JOHN EMENAKO	REPRODUCTION ASSISTANT (DOCUMENT PRODUCTION & PACKAGING)	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	KOYE OLU-OLUJIBUKUN	AG. HEAD, ADMINISTRATION, LOGISTICS AND MAINTENANCE DIVISION	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	MS. GILA DIKKO	PROCUREMENT OFFICER	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	AMOS LUNGU	HEAD, COMMUNICATIONS TEAM	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	HAROUNA HAMIDOU MAYAKI	MULTI-MEDIA ASSISTANT (WEBSITE & SOCIAL MEDIA)	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	SANI MALGWI	PHOTO COVERAGE	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :

4

PAYS/COUNTRY INSTITUTIONS	NOMS/NAMES	FONCTIONS/STATUS	ADRESSE/ADDRESS
	MS. SALETT NOGUIERA	COMMUNICATIONS OFFICER (MEDIA RELATIONS)	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	OLUTAYO OGEDENGBE	VIDEO COVERAGE	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	KORONA FOFANA	PPO, ITS (IT SUPPORT)	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	ADEWALE ADEBAYO	PO, ITS (IT SUPPORT)	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	IFEZERUOHA NNAMDI	IT ASSISTANT (IT SUPPORT)	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	TAGBO EJIKEME	PROTOCOL ASSISTANT	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	IGWE-KALU ESTHER	CONFERENCE ASSISTANT	ECOWAS Commission - Abuja Tel. : +234 7034053409 E-mail : destaotah@yahoo.com
	ENWEREM AMAKA	HEAD, REPRODUCTION UNIT	ECOWAS Commission - Abuja E-mail: amakaenweren@yahoo.com Tel : +234 706 409 06 68
	MS. PIERRETTE KPEGBA	SENIOR OFFICE MANAGER	
	VIWANOU RAOUL ATTOH-MENSAH	OFFICE MANAGER	ECOWAS Commission - Abuja Tel : +2347038766499 E-mail: vattoh-mensah@ecowas.int
	YAO MESSANH	OFFICE MANAGER	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +2347036883243 E-mail : messanh Yao@gmail.com

PAYS/COUNTRY INSTITUTIONS	NOMS/NAMES	FONCTIONS/STATUS	ADRESSE/ADDRESS
	MS. ELIZABETH CHUKWUKERE	OFFICE MANAGER	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 E-mail :
	CHRISTOPHE K. ADEDJE	SENIOR OFFICE MANAGER	ECOWAS Commission - Abuja Tel: +234 8036591262 E-mail: cadedje@ecowas.int

12

ANNEXE 2

DISCOURS



ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

**TRENTE-TROISIEME REUNION ORDINAIRE DU COMITE
D'ADMINISTRATION ET DES FINANCES**

Bissau, 2 – 4 juillet 2023

**PROJET D'ALLOCATION DE LA VICE - PRESIDENTE DE LA
COMMISSION**

S.E. MADAME. DAMTIEN L. TCHINTCHIBIDJA

Commission de la CEDEAO

Juin 2023

- **Madame Cristina da Silva Pedreira, Présidente du Comité d'Administration et des Finances de la CEDEAO,**
- **Distingués (e) membres du Comité d'Administration et des Finances,**
- **Mesdames et Messieurs les Chefs d'Institutions de la CEDEAO,**
- **Distingués (e) Mesdames et Messieurs les Commissaires de la Commission de la CEDEAO,**
- **Mesdames et Messieurs les Représentants résidents de la CEDEAO,**
- **Mesdames et Messieurs Les Directeurs,**
- **Distingués (e) invités (e), Mesdames et Messieurs,**
- **Ilustres convidados, Senhoras e Senhores,**

1. Estou muito feliz por estar aqui hoje e gostaria de agradecer a calorosa recepção.

2. C'est à la fois un honneur et un plaisir pour moi de prendre la parole ce matin au nom du Président de la Commission de la CEDEAO S.E. Dr Omar Alieu Touray, pour vous souhaiter la chaleureuse et fraternelle bienvenue à Bissau à l'occasion de la tenue de la Trente-Troisième session ordinaire du Comité d'Administration et des Finances.

3. Mesdames et Messieurs, votre présence ici témoigne de l'importance que vous accordez au bon fonctionnement des Institutions



de la Communauté et à l'accélération du processus d'intégration régionale.

4. Avant de poursuivre, je voudrais adresser nos sincères remerciements au Peuple et au Gouvernement de la République de Guinée Bissau pour l'accueil chaleureux et pour toutes les facilités mises à disposition afin de garantir la bonne tenue de nos réunions statutaires.

5. Permettez-moi également de rendre un hommage mérité au Président de la République de Guinée Bissau, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, S. E. Monsieur Umaro Sissoco EMBALO pour son leadership agissant et le dynamisme dont il fait montre dans la conduite des affaires de la Communauté. Nous lui sommes infiniment reconnaissants pour le soutien incessant qu'il apporte aux Institutions de la Communauté avec l'appui de ses Pairs.

6. De même, je voudrais adresser mes chaleureuses félicitations au Peuple de Guinée Bissau pour sa maturité politique qui a permis d'organiser le 4 juin dernier des élections législatives exemplaires dans un climat de paix et de sérénité.

Distingués invités, Mesdames et Messieurs,

7. Nous sommes ici réunis, comme à l'accoutumée en cette période de l'année pour faire le point de tout ce que nous avons entrepris depuis notre dernière réunion du mois de novembre 2022. A cet égard, il me

plait de rappeler que le Comité d'Administration et des Finances que vous représentez est l'un des Organes Statutaires qui se trouve au centre du processus d'intégration régionale et dont on attend par conséquent qu'il soit également l'un des moteurs de décisions et de suivi de la mise en œuvre des programmes et activités des Institutions de la Communauté. En conséquence, les Institutions que nous dirigeons ont foi en vous en tant que Comité d'Experts dotés d'aptitudes techniques et des compétences requises pour examiner les documents relatifs à la gestion administrative et financière des institutions respectives, évaluer la mise en œuvre des plans stratégiques et programmes à mi-parcours, prendre les décisions appropriées et faire les recommandations nécessaires.

8. Par ailleurs, il vous souviendra qu'à l'entame de notre première rencontre avec vous en novembre 2022, le Président de la Commission a partagé avec vous, sa vision et les quatre objectifs stratégiques de notre mandat, à savoir :

- i) Promouvoir la paix et la sécurité dans la région ;
- ii) Renforcer l'intégration économique et sociale ;
- iii) Accroître la bonne gouvernance et le leadership ;
- iv) Et œuvrer pour un développement inclusif et durable.

9. Afin de relever les défis qui se posent à nous tous et trouver des solutions aux préoccupations communes, nous voudrions compter sur votre soutien, Mesdames et Messieurs les membres du Comité d'Administration et des Finances, dans la promotion de nos objectifs stratégiques, en lien avec nos valeurs de prospérité partagée.



Madame la Présidente, Distingués membres du Comité,

10. Comme vous le savez, dans le cadre de la réforme institutionnelle initiée par l'Autorité des Chefs d'Etat et de Gouvernement, nous sommes passés en 2022, d'un format de quinze (15) à sept (7) Membres Statutaires au sein de la Commission de la CEDEAO. En ligne avec cette réforme, je puis vous assurer, que sous le leadership du Président Omar Alieu Touray, l'ensemble des Institutions de la CEDEAO travaille à la rationalisation des dépenses et à l'élaboration de budgets programmes axés sur les résultats, en conformité avec les piliers de la Vision 2050.

Madame la Présidente,

11. Permettez-moi de vous féliciter chaleureusement au nom de l'ensemble des Chefs d'Institutions et le Management de la Commission pour votre leadership, votre impartialité et le professionnalisme avec lequel vous dirigez ce Comité.

12. Je ne saurais terminer mes propos sans saluer le courage, la patience et l'engagement continu des délégués de nos Etats au service de la Communauté.

13. Desejo-nos boas deliberações que espero conduzam a decisões positivas em benefício das nossas populações.

Obrigada pela sua atenção !

Je vous remercie pour votre aimable attention !

Thank you for your kind attention !





ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

33rd MEETING OF THE ADMINISTRATION AND FINANCE COMMITTEE

Bissau 2ND to 4TH July, 2023

WELCOME REMARKS

PROFESOR NAZIFI ABDULAHI DARMA

COMMISSIONER INTERNAL SERVICES

5

- **Your Excellency, The Vice President of ECOWAS Commission,**
- **Distinguished Heads of ECOWAS Institutions & Honourable Commissioners,**
- **Madame the Chair of the Administration and Finance Committee,**
- **Honourable Members of the AFC,**
- **Distinguished Colleagues from the ECOWAS Institutions,**
- **Ladies and Gentlemen**

Good morning to you all.

Let me join other the Vice president welcoming you all to this meeting. I am aware that some of us travelled to this venue with great difficulty due to flight connection issues. However, the most important fact is that we arrived safely. I wish to express the sincere gratitude of the whole ECOWAS family to the Government and People of Guinea Bissau for the warm reception accorded to all the delegations since our arrival.

The mid-year meeting of the AFC usually affords the members opportunity to do a mid-term review of the performance of the approved budget of Institutions, work programmes as well as examine administrative and financial issues.

This meeting is therefore significant because it will be the second in the life of the current management of ECOWAS Institutions. Having taken on board previous complaints on the availability of documents we ensured that documents were made available on ECODOCS within the threshold of the timeline prescribed.



The AFC, as a body, remains the first point of call for decision making by the governing organs of the community and that is why its deliberations is always based on technical analysis. Even though the deliberations could get heated, tough and spirited, but the outcomes are always fair, objective and driven by the interests of the Community.

During this session, several topics will be discussed such as the financial situation of the ECOWAS Institutions, the Community Levy, the recruitment status, the Staff Skills Audit process, the Staff Complaints, the Staff Conversion, etc...

Also, some specific topics will be presented to you for information. Finally, each member of the AFC has the right to request for additionnal item if judged relevant by the other members.

On this note I enjoin the Delegates to give dispassionate consideration once again to all the items of the agenda that has been tabled by Management in order to come out with recommendations to Council that will foster the attainment of the goals and objective of the Community with a nimble and efficient organisation.

On this note I wish you fruitful and successful deliberations.

Thank you for your kind attention.

Merci

Obrigardo



COMITÉ DE ADMINISTRAÇÃO E FINANÇA CAF DA CEDEAO

**33ª Reunião Ordinária do Comité de Administração e Finança
da CEDEAO “CAF”**

μ μ μ

INTERVENÇÃO DA SENHORA CRISTINA DA SILVA PEDREIRA,
PRESIDENTE DO COMITÉ DE ADMINISTRAÇÃO E FINANÇAS
DA CEDEAO, POR OCASIÃO DA CERIMÓNIA DE ABERTURA

μ μ μ

Bissau, 2 de Julho de 2023

P

Excelentíssima Senhora Vice-Presidente da Comissão da CEDEAO;

Excelentíssimos Delegados e Delegadas do CAF

Excelentíssimos/as Senhores Comissários e Comissárias;

Excelentíssimos responsáveis das Instituições da CEDEAO;

Senhores Directores aqui presentes.

Minhas Senhoras e Meus Senhores,

Permitam-me em nome do Governo e em meu nome próprio saudar e agradecer a Comissão da CEDEAO que, no cumprimento das prerrogativas comunitárias, organiza na cidade de Bissau, de 2-4 de Julho de 2023, a 33^a Reunião ordinária do Comité de Administração e Finanças, no solo pátrio de Amílcar Lopes Cabral, sintam-se em casa, porquanto estão num país que faz parte do espaço comunitário.

Saúdo e agradeço igualmente a presença de todos nesta reunião semestral do Comité de Administração e Finanças, um órgão, cuja uma das suas atribuições é de examinar o estado de execução pelas Instituições às Decisões Comunitárias relativas às questões financeiras, organização administrativa e do pessoal.



É com enorme prazer que damos as BOAS-VINDAS a todas as delegações, desejando que esta curta estadia entre nós seja de profícuo trabalho e, por um lado, que seja devidamente aproveitada para proporcionar aos nossos ilustres visitantes algum conhecimento da realidade da Guiné- Bissau.

Ilustres Delegados e Delegadas,

Para que a Comunidade Económica dos Estados da África Ocidental (CEDEAO) assuma o protagonismo que dela se pretende na nossa Agenda Nacional de Luta contra a Pobreza e na consolidação da Paz, exige-se de cada delegado maior contribuição na apreciação dos documentos inscritos na agenda e no seguimento de implementação dos resultados das deliberações.

É importante que, neste compromisso, se coloque o sentido de pertença a uma Comunidade como divisa, a necessidade de assegurar o desenvolvimento intracomunitário como obras-primas. Estes são elementos fundamentais para que logremos o desenvolvimento endógeno e sustentável que almejámos na nossa Comunidade.

Durante os próximos dias, serão apresentados para a nossa apreciação e aprovação alguns Relatórios e Memorandos

importantes para a Comunidade. Para isso, impõe-se de nós maior cultura de rigor nas deliberações para que os cidadãos destinatários da acção comunitária possam dela tirar as maiores utilidades possíveis. Caso contrário, os objectivos da visão 2050 da CEDEAO não serão ou dificilmente serão realizados.

Caros Delegados

Minhas Senhoras e Meus Senhores

Segundo as estatísticas disponíveis, na África Subsaariana, a redução do crescimento económico de 0,2 pontos percentuais para o ano 2022 entre as estimativas de abril e outubro do ano de 2022 é ainda menor do que a perda esperada para ano de 2023.

O atual cenário evidencia os riscos económicos dos países de baixo rendimento e com estruturas económicas pouco diversificadas, em especial as suas participações comerciais internacionais.

Os desafios que advêm não se colocam apenas às instituições da CEDEAO, mas sim, colocam-se igualmente aos Estados Membros. Para isso, importa que saibamos tirar vantagens das Políticas, Programas e Projectos Comunitários, a necessidade de assegurar uma utilização



eficiente dos recursos e de reforçar a colaboração institucional plausível.

Convictos de que cada um dos delegados irá dar a sua melhor contribuição para o sucesso da reunião e das etapas subsequentes, temos a honra de declarar aberta a 33ª reunião ordinária do Comité de Administração e Finanças CAF.

O meu muito obrigado, Merci Beaucoup e Thank you, pela vossa atenção!

Bissau, 2 de Julho de 2023



Intervenção da Senhora Cristina da Silva Pedreira, Directora Geral da Integração Regional, Chefe da Célula Nacional da CEDEAO Presidente do Comité de Administração e Finanças pela ocasião de enceramento

Bissau, 4 de Julho de 2023



Excedentíssima Senhora Vice Presidente da Comissão da CEDEAO

Excelentíssimo Senhor Comissário responsável pelos Assuntos Internos

Senhores Delegados e Delegadas do CAF

Senhores Responsáveis das Instituições da CEDEAO

Ilustres Delegados,

Minhas Senhoras e meus Senhores,

Chegámos ao fim de mais uma sessão ordinária do Comité de Administração e Finanças CAF. Uma vez mais, é com especial agrado que constato a importância deste Órgão no desenvolvimento da Comunidade Económica dos Estados da África Ocidental “CEDEAO”.

Durante os três dias, foram proporcionados vários momentos de reflexão e debate sobre as questões mais prementes e novos desafios com que actualmente se deparam a CEDEAO.

No relatório que acabamos de aprovar constam recomendações importantes resultantes dos nossos debates relacionados com o funcionamento, Gestão Administrativas e do Pessoal. Espera-se que às mesmas possam servir as instituições da CEDEAO enquanto actividades portadoras de mais-valia para a nossa comunidade.



Caros Delegados

Minhas Senhoras e Senhores

Podem acreditar que a função que termina hoje, ficará para sempre na minha memória, a sensação é de ter cumprido a missão que me foi confiada em representação da República da Guiné-Bissau. As nossas reuniões sempre foram marcadas de propostas construtivas e a vontade de transformar a CEDEAO numa organização comunitária bem-sucedida.

Porém, as minhas primeiras palavras terão de ser necessariamente de agradecimento:

1. Começo por endereçar palavras de apreço e agradecimento aos ilustres delegados do CAF pela disponibilidade e contribuições valiosas a fim de equilibrar os debates e assegurar deliberações importantes;
2. Não posso deixar de enaltecer o papel importante das instituições da CEDEAO na criação de condição favorável para o sucesso das nossas reuniões;
3. Um agradecimento muito especial aos nossos intérpretes que aqui nos trouxeram a sua experiência e conhecimento, ajudando-nos a compreender a intervenção e reflexão de cada um dos participantes

Espero sinceramente que esta reunião do Comité de Administração e Finanças tenha sido mais um contributo para a consolidação da Integração Regional, contribuindo para o desenvolvimento sustentável da nossa

Comunidade conforme estipulada na Visão 2050 "CEDEAO dos POVOS:
Paz e Prosperidade para Todos."

Igualmente faço votos para que estejamos todos na próxima sessão orçamental para debater os progressos alcançados.

Com estas palavras, declaro encerrada a 33ª sessão ordinária do Comité de Administração e Finanças.

A TODOS, muito obrigada Merci Beaucoup e Thank you, pela vossa atenção!

